

> Base de données économiques, sociales et environnementales (BDESE) : Contenu minimum commun à toutes les BDESE

## Sous-section 4 : Consultations et informations ponctuelles

### Paragraphe 1er : Ordre public

L. 2312-37

LOI n°2018-217 du 29 mars 2018 - art. 6 (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Outre les thèmes prévus à l'article **L. 2312-8**, le comité social et économique est consulté dans les conditions définies à la présente section dans les cas suivants :

- 1° Mise en œuvre des moyens de contrôle de l'activité des salariés ;
- 2° Restructuration et compression des effectifs ;
- 3° Licenciement collectif pour motif économique ;
- 3° bis Opération de concentration ;
- 4° Offre publique d'acquisition ;
- 5° Procédures de sauvegarde, de redressement et de liquidation judiciaire.

#### Sous-paragraphe 1er : Méthodes de recrutement et moyens de contrôle de l'activité des salariés

L. 2312-38

Ordonnance n°2017-1386 du 22 septembre 2017 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Le comité social et économique est informé, préalablement à leur utilisation, sur les méthodes ou techniques d'aide au recrutement des candidats à un emploi ainsi que sur toute modification de celles-ci.

Il est aussi informé, préalablement à leur introduction dans l'entreprise, sur les traitements automatisés de gestion du personnel et sur toute modification de ceux-ci.

Le comité est informé et consulté, préalablement à la décision de mise en œuvre dans l'entreprise, sur les moyens ou les techniques permettant un contrôle de l'activité des salariés.

[service-public.fr](http://service-public.fr)

> Comité social et économique (CSE) : Méthodes de recrutement et moyens de contrôle de l'activité des salariés

#### Sous-paragraphe 2 : Restructuration et compression des effectifs

L. 2312-39

Ordonnance n°2017-1386 du 22 septembre 2017 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Le comité social et économique est saisi en temps utile des projets de restructuration et de compression des effectifs.

Il émet un avis sur l'opération projetée et ses modalités d'application dans les conditions et délais prévus à l'article **L. 1233-30**, lorsqu'elle est soumise à l'obligation d'établir un plan de sauvegarde de l'emploi.

Cet avis est transmis à l'autorité administrative.